

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 52 (1960)
Heft: 10

Artikel: Images d'Espagne
Autor: Tomas, Pascual
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385164>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Images d'Espagne

Par *Pascual Tomas*

La source de tous les maux qui affligent les nations est l'ignorance de la vérité, le mépris de la vérité et la déformation délibérée de la vérité.
Jean XXIII, ad Petri Cathedram.

J'entends dans les pages qui suivent remplir un devoir qui se place au sommet de la hiérarchie des valeurs spirituelles: celui de dire la vérité, de la proclamer et de la défendre. Les réalités de la tragédie espagnole – tant dans ses causes que dans ses effets – restent ignorées des uns et incomprises des autres. Incompréhension d'ailleurs délibérée pour beaucoup, qui se sont laissés aller à accorder aux aspects matériels de l'existence – tant des peuples que des individus qui les composent – une plus grande importance qu'aux principes moraux qui sont la clef de voûte de la solidarité humaine.

Se drapant dans le noir pavillon du souvenir douloureux de la guerre et écartant sans cesse les lèvres des plaies sanglantes infligées à l'Espagne dans son corps social de juillet 1936 à mars 1939, les franquistes affirment qu'il n'existe d'autre choix pour l'Espagne que le maintien de Franco au pouvoir ou la chute dans le communisme. C'est là un faux dilemme. Le peuple espagnol veut et réclame la liberté, la démocratie, la justice sociale et le respect absolu de la personne humaine. Les gouvernements dictatoriaux ne respectent, et encore moins ne protègent, aucun de ces principes moraux. C'est pourquoi le peuple rejette la dictature établie en Espagne.

Le soulèvement militaire phalangiste de 1936 n'avait, et n'a encore, qu'un but: détruire les libertés individuelles en niant toute valeur humaine à la personnalité sacrée de l'homme. Exactement comme en Russie. En Espagne, ni la parole ni la plume sont libres. Le droit d'association et le droit de réunion n'existent pas. Toutes les garanties morales inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme sont en fait abolies dans l'Espagne de Franco. C'est pourquoi, en tant que nation, l'Espagne vit à l'écart du monde civilisé. Et il en est ainsi parce que le peuple, la véritable souveraineté nationale, est opposé au franquisme et vit en prisonnier dans sa propre patrie, l'œil rivé au guichet qui donne sur le monde en attendant un geste positif de la démocratie internationale qui l'aide à recouvrer sa liberté.

Les travailleurs espagnols

L'Union générale des travailleurs a été créée en Espagne en 1888. Au moment du soulèvement militaire, en juillet 1936, l'UGT comptait plus d'un million et demi de membres.

Aucun élément communiste ne siégeait au sein des organes direc-

teurs de ses unions provinciales, de ses fédérations nationales d'industries et de sa commission exécutive. Il n'y en avait pas un seul. Le programme de revendications lancé par l'UGT s'inscrivait dans un cadre qui garantissait l'existence même du mouvement ouvrier. L'UGT défendait la législation sociale dans ses multiples manifestations, elle réclamait le développement de cette législation, elle collaborait à son application et, durant un demi-siècle, elle a véritablement été l'armature de la démocratie espagnole. Depuis le début du siècle, le progrès social, économique, culturel et politique en Espagne a suivi le mouvement parallèle à la promotion continue du mouvement syndical libre.

L'UGT admettait en son sein, et groupait effectivement, des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des ingénieurs, des médecins, des instituteurs, des architectes, etc., sans aucune distinction fondée sur la race ou sur les convictions politiques ou religieuses. Les « maisons du peuple » érigées en Espagne par les travailleurs et pour eux-mêmes ont été détruites au moment de la victoire de la dictature franquiste. Les bibliothèques créées pour les travailleurs, afin qu'ils puissent y perfectionner leurs connaissances et leur culture, ont elles aussi été détruites et livrées aux flammes par les phalangistes de Franco. En face du syndicalisme libre et démocratique représenté par l'UGT, le franquisme a institué ses syndicats verticaux, instruments de coercition aux ordres de la dictature, dont le rôle est d'empêcher les travailleurs de faire triompher leurs revendications, et, depuis mars 1939, les ouvriers espagnols, privés de tous droits et de toute liberté nouvelle, peinent comme des galériens.

Le triomphe de Franco a entraîné la disparition de la journée de huit heures en Espagne. Pour vivre, les ouvriers, les fonctionnaires et les employés ont dû travailler au minimum de douze à quatorze heures par jour. Aujourd'hui, à la suite de la regrettable admission du régime franquiste au sein de l'OECE et comme conséquence naturelle de la réorganisation de l'économie entreprise par le gouvernement franquiste, l'ouvrier espagnol voit son revenu diminuer de plus de 50%, tandis que l'armée des chômeurs croît sans cesse.

Je donnerai, dans un prochain article, une analyse précise de la situation de l'industrie sidérurgique et métallurgique de la Biscaye, qui démontre l'échec total du régime franquiste.

Je désire cependant attirer ici l'attention sur les faits suivants:

Le Conseil central des chambres de commerce espagnoles affirme que, en prenant pour base 100 l'année 1940, l'indice du coût de la vie avait passé à 1380 en janvier 1960.

Le salaire de base de l'ouvrier spécialisé, pour les années 1959 et 1960, oscillait entre 50 et 60 pesetas par jour. Le salaire moyen en Espagne a quintuplé par rapport à 1936, alors que pendant la même période l'indice des prix a été multiplié par 14.

La conclusion est claire. Les travailleurs espagnols n'ont jamais été livrés à un esclavage et à une misère comparables à ceux d'aujourd'hui, et jamais les classes riches n'ont fait preuve d'un tel égoïsme et d'une telle agressivité. La situation économique de l'Espagne est si grave que l'Église d'Espagne – ses évêques et ses cardinaux – a été amenée à publier le 6 février 1960, une déclaration collective dont je désire donner ici quelques extraits. Le haut clergé espagnol a dit ce qui suit :

« Nous rappelons une fois de plus à chacun son devoir d'ouvrir la voie à une répartition plus juste des biens, de tous les biens, et à un équilibre plus équitable des charges, afin d'atténuer les différences et de combler les écarts les plus choquants entre les hommes. Ce sont les riches, ceux qui ont des moyens et, plus particulièrement, les employeurs et les propriétaires d'entreprises qui doivent faire des sacrifices et pratiquer l'austérité. Il ne serait pas juste de le demander aux ouvriers ou aux employés, alors qu'ils ne reçoivent qu'une rémunération en tout état de cause insuffisante, tandis que les riches jouissent de gros traitements, ne se contentent pas de marges de profits modérées, et même vont jusqu'à ne pas consacrer une part suffisante de leurs bénéfices aux investissements nécessaires pour améliorer leurs installations et affermir leurs entreprises... Le chômage soulève de graves problèmes d'ordre moral, social et humain, que ne peut ignorer la conscience chrétienne. Bien plus encore que les ouvriers appartenant au personnel des entreprises, les licenciements affectent aujourd'hui ce que l'on appelle la main-d'œuvre temporaire, pour reprendre l'expression équivoque désignant les ouvriers engagés avec des contrats de trois mois, qui, du fait qu'ils dépendent du renouvellement de leur contrat, offrent une moindre résistance aux employeurs.

» En ce qui concerne l'indemnité de chômage, il faut relever que, même si elle est généreuse, elle ne constitue qu'un minimum, d'une durée limitée, d'un montant presque toujours insuffisant et dont un très grand nombre d'ouvriers, sans qu'il y ait faute de leur part, ne peuvent bénéficier pour des raisons d'ordre purement administratif. »

Cette déclaration collective du haut clergé espagnol se termine sur un appel demandant à tous de faire preuve du plus grand esprit de charité à l'égard de ceux qui souffrent.

L'image réelle de l'Espagne d'aujourd'hui est celle d'un peuple qui souffre les affres de la misère physique et morale, sous l'impérieuse dictature des palais, des banques et des censeurs à la solde du franquisme.

La démocratie universelle doit comprendre la somme d'héroïsme qu'exige la lutte quotidienne contre un tel état de choses. Cependant, le désir du peuple espagnol de se libérer existe et se manifeste ouvertement dans l'université, dans les ateliers et dans les

usines. La dictature n'a pas réussi à séparer ceux qui pensent de ceux qui produisent des richesses avec leurs mains. La classe ouvrière espagnole continuera de défendre les principes qui sont à la base du syndicalisme libre. Elle poursuivra son chemin sans s'arrêter aux sacrifices qu'exige l'accomplissement de son devoir. Les travailleurs espagnols veulent voir s'établir en Espagne un régime de liberté, de respect de la personne humaine et de justice, dans lequel la loi garantira les droits du citoyen et régira l'exercice des droits et des obligations de chacun.

Nous ne voulons pas que l'Espagne perde les meilleurs de ses fils. De 1947 à 1959, 680 000 Espagnols ont quitté leur patrie. Cette hémorragie doit cesser, afin que le capital humain de bras et de cerveaux reste au service de la communauté espagnole.

Les ouvriers espagnols veulent que les écoles, les collèges et les universités soient ouverts à tous et non pas seulement à ceux qui ont de l'argent, afin que chacun se voie offrir la possibilité de développer ses facultés et de mettre son intelligence au service des intérêts spirituels de l'humanité tout entière. En 1959, on comptait en Espagne 374 214 bacheliers, soit 1,30% de la population totale. Aujourd'hui, les industriels et les ouvriers tournent leurs regards vers les institutions créées pour la défense des droits de l'homme et, comme le Christ, leur montrent les blessures que leur ont faites les pharisiens franquistes en leur criant « Jusqu'à quand? ».

Pressions sociales et politiques

Depuis le mois de mars 1939, qui marque officiellement la fin du soulèvement militaire et l'instauration en Espagne de la dictature militaire fasciste encore au pouvoir, des centaines d'hommes qui n'ont commis d'autre crime que *de vouloir être libres dans leur propre patrie* sont incarcérés dans les prisons et les bagnes espagnols.

Les fonctionnaires et la presse à la solde de la dictature répètent à journée faite qu'il n'y a pas en Espagne de prisonniers détenus en raison de leur action politique et sociale. Le dictateur lui-même, au mépris de la vérité, affirme que ses prisons et ses bagnes ne contiennent plus un seul homme condamné pour délit politique ou social.

Malheureusement, la vérité est bien différente de ces affirmations. Je demande au lecteur impartial qui me lit aujourd'hui, s'il le peut et si la police franquiste l'y autorise, de visiter la prison centrale de Burgos, où il rencontrera, encore détenu avec des centaines de travailleurs condamnés pour des délits sociaux, *Eduardo Villegas*, incarcéré en 1946 – pour la seconde fois depuis la fin de la guerre – en tant que secrétaire de l'UGT clandestine. Il trouvera dans la même prison *Emilio Sagaldo*, condamné en 1947, lui aussi en tant que dirigeant de l'UGT clandestine. En mars 1958, des mineurs des

Asturies réclamèrent *sans aucune violence* un relèvement de leurs salaires. Ils furent arrêtés et dix-sept d'entre eux furent déportés. Trente-deux furent condamnés par un conseil de guerre aux peines suivantes: un à vingt années de prison; quatre à quinze ans; deux à huit ans; deux à six ans; sept à cinq ans; deux à quatre ans; neuf à trois ans et quatre à deux ans. Tous ces travailleurs subissent leur peine dans la prison de Burgos. Un seul fut acquitté.

Combien de camarades qui nous sont très chers et qui ont été condamnés pour avoir défendu les principes du syndicalisme libre sont incarcérés dans les prisons et les bagnes franquistes d'Ocaña, de Dueso, de San Miguel de los Reyes, de Soria, etc.

A la prison de Carabanchel (Madrid), *Antonio Amat Maiz est détenu depuis novembre 1958 sous l'inculpation d'être un dirigeant de l'UGT clandestine.*

Ces preuves irréfutables méritent d'être méditées longuement. Quelle que soit l'idéologie qui alimente sa vie spirituelle, l'homme qui respecte les principes de la liberté et de la démocratie exigera que ces principes soient garantis par la loi. Les travailleurs, les enseignants et les étudiants espagnols incarcérés à cause de leur amour de la liberté ont laissé leur foyer dans le désarroi le plus profond. Ils ne peuvent ni ne doivent être abandonnés. Derrière les barreaux de leurs cellules, ils tendent l'oreille dans l'espoir d'entendre la voix de la solidarité qui unit tous les hommes libres.

Les bases militaires

Pour comprendre les raisons pour lesquelles la démocratie universelle a failli à son devoir envers le peuple espagnol, il faut tenir compte de la position stratégique de l'Espagne dans les plans de défense du monde occidental. C'est là le cœur du problème. L'existence de bases militaires américaines en Espagne, les contacts des milieux franquistes avec les délégations économiques, culturelles et politiques des Etats-Unis et l'aide économique offerte à Franco par le gouvernement américain ont servi à paralyser toute action positive en faveur d'une libération nationale du peuple espagnol, en créant un réseau d'intérêts qui permet à la dictature de se maintenir au pouvoir en menaçant et en emprisonnant tous ceux qui, sachant la vérité, se rebellent dans toutes les couches de la société contre une telle ignominie. Ce qui vient de se passer dans la prison de Carabanchel et les interventions de l'Ordre des avocats de Madrid à ce sujet démontrent clairement qu'il y a des prisonniers politiques en Espagne et révèlent le fossé qui sépare Franco du peuple espagnol.

L'UGT connaît, elle, la pensée de la démocratie espagnole sur cette question délicate de la défense de l'Occident. Aucun des innombrables citoyens espagnols qui constituent l'opposition à la dictature

n'a demandé autre chose que de voir une Espagne libre et maîtresse de son destin, qui puisse s'intégrer, pleinement consciente de ses droits et de ses obligations, à la défense de l'Occident, c'est-à-dire à l'OTAN.

Si parmi les obligations auxquelles l'Espagne souscrirait en entrant à l'OTAN figurait l'établissement de bases militaires sur son propre territoire, ces bases seraient établies en vertu de conventions librement négociées, portées à la connaissance de la nation et ratifiées par les parlements intéressés. Ce n'est qu'ainsi que la participation de l'Espagne à la défense de la civilisation occidentale pourrait reposer sur des bases solides. Si le peuple espagnol ne refuse pas sa contribution volontaire à la défense du droit et de la justice, quelles raisons peuvent donc invoquer les représentants de la démocratie pour continuer de soutenir Franco? Le dilemme, je le répète, est un faux dilemme. Ni Franco ni le communisme: la démocratie.

Un document qui a été signé par tous les milieux de l'émigration et dont la teneur a été acceptée par des secteurs extrêmement représentatifs de l'intérieur, dont l'idéologie est bien différente de la nôtre, affirme: « Nous désirons contribuer de façon efficace à la liquidation d'une situation qui s'est instaurée voilà plus de vingt ans, vingt-deux années pendant lesquelles le régime dictatorial qui opprime l'Espagne s'est employé à maintenir vivant le douloureux fossé creusé par la guerre civile. Nous estimons que, pour liquider cette situation, l'intérêt national commande de rechercher une solution pacifique, digne et humaine, qui se traduira, à la chute du régime actuel, par l'instauration d'un régime provisoire n'ayant pas un caractère constitutionnel précis et ne préjugant pas des institutions futures de l'Espagne. Ce dernier point est laissé entièrement à la décision souveraine du pays, qui sera exprimée librement, selon des modalités offrant toutes les garanties au moment le plus opportun. »

L'Espagne qui ne fera jamais sa soumission au dictateur malgré les sacrifices que lui impose son sort de prisonnière et d'esclave dans sa propre patrie; l'Espagne qui chemine par les sentiers étroits de l'exil, avec la sainte dignité des apôtres, et où ce qui survit encore du génie espagnol lutte aujourd'hui le dos au mur contre la dictature; l'Espagne ne capitulera jamais.

Au nom de la solidarité humaine, elle lance un appel à l'aide pour se relever et apporter à nouveau sa contribution fraternelle au fonds commun de la civilisation à laquelle elle appartient.

Ah! qu'elle ne reste pas sans écho la voix des hommes qui ont su inscrire dans leur propre chair ces idéaux immortels: liberté, justice et démocratie!

En exil, août 1960.